



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ n° IC-21-086
actualisant le tableau de classement des installations**

**Société ROUTIERE DE L'EST PARISIEN (R.E.P.)
située sur les communes du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN**

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 autorisant la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets pour une durée de 21 ans, à étendre ce centre de stockage et à exploiter une plate-forme de broyage de déchets (bois, palettes, encombrants...), un centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux ainsi qu'une déchetterie accueillant des déchets apportés par des artisans sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire N° 13615 du 31 octobre 2016 portant autorisation d'exploiter et actualisant le classement des installations de la société R.E.P au PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-20-089 du 27 novembre 2020 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société R.E.P ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

Vu le courriel du 25 juin 2021 par lequel la société R.E.P transmet un dossier de porter à connaissance ;

Vu la décision n° DRIAT-UD95-005-2021 du 28 juin 2021 dispensant la société R.E.P de réaliser une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise du 9 juillet 2021 ;

Vu la lettre préfectorale du 21 juillet 2021 adressant le projet d'arrêté préfectoral à la société R.E.P et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu le courriel du 3 août 2021 par lequel la société R.E.P apporte des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Considérant que la société R.E.P est dûment autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

Considérant que la société R.E.P a souhaité, dans son porter à connaissance, apporter une modification des conditions d'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux ; que cette modification consiste en l'augmentation de la quantité d'acide nitrique à 58 % sur l'installation de traitement des lixiviats pour assurer le bon fonctionnement de cette dernière ; que cette quantité d'acide nitrique atteindrait 15 m³, soit 21 t.

Considérant que l'acide nitrique pour les concentrations entre 26 et 70 % est classé H331 (toxique par inhalation) ; qu'au vu de la quantité d'acide nitrique à 58 % présente sur le site, l'activité est soumise à autorisation au titre de la rubrique 4130 (toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation) ;

Considérant que la cuve de 15 m³ existante a une contenance suffisante pour accueillir la quantité d'acide précitée ; que cette cuve, double peau, est placée sur une rétention dimensionnée pour contenir l'ensemble du volume de la cuve ;

Considérant que l'exploitant a été autorisé à exploiter un centre de tri par l'arrêté préfectoral d'autorisation initial n°2006/262 du 19 décembre 2006 sous les rubriques 167 a et c pour une capacité de 800 t/j et rubriques 322 a et b pour une capacité de 800 t/j, soit une capacité annuelle de 250 000 t/an ;

Considérant que ces rubriques ont été supprimées par le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 et ont été remplacées par les rubriques 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux) et 3532 (Valorisation de déchets non dangereux) ;

Considérant que cette activité de centre de tri a été omise dans les arrêtés préfectoraux suivants, notamment l'arrêté n°10 421 du 8 juillet 2011 mais que cette activité est toujours exercée sur le site et qu'il convient ainsi de la faire apparaître de nouveau dans le tableau de classement sous les rubriques 2791 et 3532 ;

Considérant qu'au vu de ce projet, la société R.E.P a été dispensée de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Considérant que ce projet de modification ne nécessite la réalisation d'aucun travaux particuliers et que l'augmentation de la quantité d'acide est compatible avec les installations ;

Considérant que le projet ne génère pas de nouveaux risques ni de modification des dispositifs de sécurité et de lutte contre l'incendie existants ;

Considérant que le projet ne générera pas d'augmentation notable du trafic routier et n'aura donc pas d'impact majeur sur la qualité de l'air et les nuisances sonores ;

Considérant que ce projet ne modifie pas la gestion des eaux au sein de l'établissement et qu'il n'aura pas d'impact sur les rejets aqueux de l'établissement ;

Considérant en conséquence qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

Considérant que cette modification n'est pas considérée comme substantielle et, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, peut être actée par un arrêté préfectoral complémentaire avec mise à jour du tableau de classement desdites installations .

Considérant que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été requis selon les dispositions des articles R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il a été tenu compte des observations émises par la société R.E.P le 3 août 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Le tableau de classement figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2016 susvisé et à l'article 1.2.1 des prescriptions techniques annexées à ce même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
3540-1	A	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Installations de traitement et de stockage de déchets non dangereux <u>Installation existante :</u> Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Capacité journalière maximale autorisée de 3600 t/j Capacité annuelle maximale autorisée à 1 100 000 t/an de déchets dont 950 000 t/an de déchets non dangereux hors déchets inertes Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006 Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19/12/2006 : Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m³ Extension : 14 000 000 m³
2760-2	A	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement biologique – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Plateforme de valorisation du bois – broyage <u>Installation existante :</u> <i>Plateforme de broyage de déchets de bois, palettes, encombrants :</i> Puissance installée : 315 KW – quantité journalière traitée au maximum : 175 t/j <i>Plateforme de compostage de déchets verts</i> Broyage et criblage des déchets verts et du compost – puissance installée : 415 kW Bioterre <u>Plateforme de traitement de terres polluées :</u> Traitement des terres contaminées par des hydrocarbures dont 20 % au plus sont des déchets dangereux Capacité de traitement annuelle : 300 000 t/an Capacité journalière maximale de traitement : 3 500 t/j
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités	

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
		suivantes : – traitement biologique – traitement physico-chimique – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – récupération/régénération des solvants – recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques – régénération d'acides ou de bases – valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution – valorisation des constituants des catalyseurs – régénération et autres réutilisations des huiles – lagunage	Quantité maximale de terres polluées présente sur la plateforme : 160 000 t Centre de tri Capacité traitement annuel : 250 000 t/ an Capacité traitement journalier : 800 t/an Puissance installée : 1310 KW
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	
2921	DC	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Unité de traitement des lixiviats <u>Installation existante :</u> Station de traitement de lixiviats : 1 tour aéroréfrigérante associée aux installations de traitement des lixiviats – Puissance thermique évacuée : 1,9 MW
4130	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Unité de traitement des lixiviats Une cuve de 15 m³ d'acide nitrique à 58 % (soit 21 t)
2780	D	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j	Plateforme de compostage <u>Installation existante :</u> Plateforme de compostage de déchets verts Installation de compostage (8 000 m²) de déchets verts Capacité 10 950 t/an de matières traitées

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
2718	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>Plateforme de traitement des terres polluées <u>Installation existante :</u> Aire de réception / tri / pré-traitement de terres polluées. Regroupement de terres polluées : Quantité maximale de terres polluées dangereuses ou non : 900 m³</p>
2716	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Centre de tri <u>Installation existante :</u> Centre de tri de déchets non dangereux, non inertes au niveau du quai de rupture. Capacité maximale d'entreposage : 15 000 m³</p>
2714	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Centre de tri <u>Installation existante :</u> <i>Plateforme de broyage des déchets encombrants</i> – Dépôt de déchets de bois d'un volume de 40 000 m³ – Stockage de 150 m³ au maximum de pneumatiques usagés en bennes destinés à être valorisés sur des plateformes autorisées à les recevoir <i>Centre de stockage de déchets ménagers et assimilés :</i> – Plateforme de déchets de plastiques issus de tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 170 m² et d'une capacité maximale d'entreposage de 3 400 m³ – Plateforme de déchets de papiers / cartons issu de tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 1 500 m² et d'une capacité maximale d'entreposage de 4 500 m³. L'installation comprend une installation de mise en balles de déchets papiers / cartons et de déchets de plastiques destinés à la valorisation.</p>
2713	D	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1 000 m²</p>	<p>Centre de tri <u>Installation existante :</u> <i>Centre de stockage de déchets ménagers assimilés</i> – Plateforme de déchets de métaux issus du tri de déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 100 m²</p>

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
2710	NC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Déchetterie <u>Installation existante :</u> Déchetterie d'une superficie de 4 290 m ² Volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents < 100 m ³
2517	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Station de transit et criblage-concassage <u>Installation existante :</u> Unité de revalorisation de matériaux de démolition d'une superficie de 9 800 m ² – Stockage sur une plateforme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage de 70 000 m ³ de matériaux bruts issus de travaux neufs, de démolition
2515	D	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Station de transit et criblage-concassage <u>Installation existante :</u> Plateforme équipée de : – une installation de concassage à percussion – un séparateur électro-magnétique (Overband) – une installation de criblage à deux étages La puissance électrique de l'ensemble des équipements de l'unité de revalorisation autorisée est de 199 kW Plateforme de traitement des terres polluées Unité de criblage, d'une puissance inférieure à 200 kW des terres traitées inertes (il s'agit de l'unité de criblage mobile de l'installation existante ci-dessus citée)
2175	NC	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 L, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³	Plateforme de traitement de terres polluées – Dépôt de 2 x 1 m ³ d'engrais liquide sur l'aire de réception / prétraitement des terres polluées
2171	NC	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Plateforme de traitement de terres polluées – Stockage de 190 m ³ de compost sur l'aire de réception / prétraitement des terres polluées
1532	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	<u>Installation existante :</u> Installation de stockage de bois broyé – Stockage sur une plateforme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage inférieure à 20 000 m ³ de bois à l'état naturel, non imprégné et non revêtu d'une substance quelconque sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiqueté, de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat ou tout autre produit rentrant dans la définition de la biomasse selon l'arrêté du 20 juin 2002 relatif aux chaudières d'une puissance supérieure à 20 MW th <u>Nouvelle installation :</u> Plateforme de traitement de terres polluées – Stockage de bois ou copeaux de bois (Produit d'amendement) sur l'aire de réception / prétraitement des terres polluées : 2 m ³

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
-	NC	Valorisation du biogaz	Installations connexes à celles visées à la rubrique 2760-2 : installations de combustion utilisant du biogaz – 4 torchères : (5x4 000 m³/h) : 72 MW. – Unité de valorisation du biogaz comprenant 10 groupes : 43 MW
1434	DC	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	Station Service Débit maximum de 40 m³/h
1435	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Station Service Volume annuel total de 2 550 m³
4734	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Stockage de carburant 84,5 tonnes (GO et GNR) réparties dans 2 cuves de 50 m³

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN et peut y être consultée,

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairies du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

•le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

•par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

•par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

– l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

– la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et les maires du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le **07 SEP. 2021**

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général
Maurice BARATE